



Productions animales en France : quels avenir possibles ?

La hausse des prix des végétaux, à partir de 2007, a introduit un risque de recul des productions animales. La situation des exploitations est plus fragile. Mais le devenir des élevages dépendra surtout du contexte économique et des choix des filières.

« En bref »

La hausse des prix des végétaux, à partir de 2007, a augmenté les coûts, réduit la rentabilité et fragilisé les exploitations d'élevage. Une étude des instituts techniques montre que l'avenir sera surtout déterminé par les choix de politiques économiques et ceux faits par les filières.

L'aliment porc, qui valait 150 €/t à la fin de 2005, dépassait 310 €/t au début de 2013, soit une multiplication par deux en sept ans (Figure 1). En fait, entre ces deux dates, des fluctuations de grandes ampleurs se sont produites, 2005 constituant un point très bas et début 2013 un maximum, tout juste dépassé au milieu des années 1980.

Si on regarde avec un peu plus de distance, le prix de l'aliment est passé de

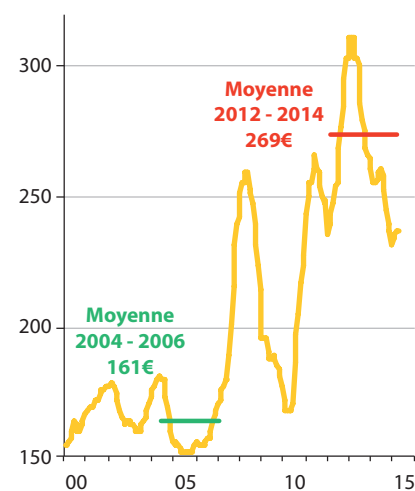
161 €/t, en moyenne de 2004 à 2006, à 269 €/t, en moyenne de 2010 à 2014. Cet écart de plus 100 €/t du prix de l'aliment porc aurait généré une hausse du coût de revient de 0,40 à 0,50 €/kg de carcasse de porc produit, à performances inchangées.

La variabilité des résultats vient surtout de l'aliment

Malgré une baisse, ces dernières années, les avis convergent pour estimer que les prix de l'alimentation animale resteront, à l'avenir, durablement plus élevés qu'au début des années 2000 (voir encadré).

Pour les productions animales, ces évolutions posent en particulier deux types de problèmes. Premièrement, la hausse équivalente du prix de vente des animaux est limitée par la résistance des marchés d'aval, et finalement la difficulté

Evolution du prix de l'aliment pour porc à l'engrais (€/t)



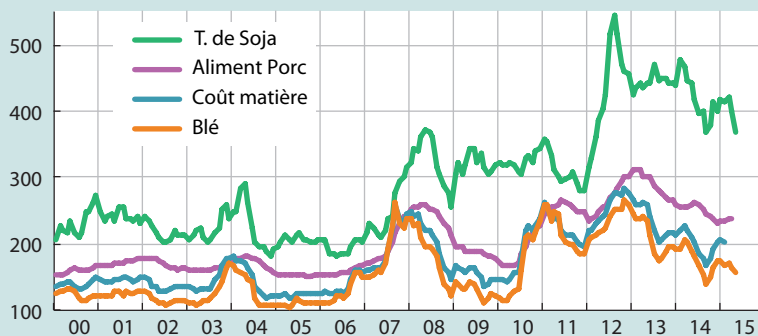
Source : IFIP, d'après GTE et estimations IFIP (aliment industriel)

Depuis dix ans, le prix de l'aliment a connu à la fois un saut vers le haut et d'amples fluctuations.

Le prix de l'aliment, en moyenne entre le prix des céréales et celui du tourteau de soja

Le prix des aliments pour animaux reflète dans une large mesure les variations enregistrées sur le marché des matières. En simplifiant, le prix de l'aliment porc est une moyenne entre le prix des céréales et celui du tourteau de soja. En réalité, cela dépend du mode d'approvisionnement et des matières premières disponibles. En Europe, les formules sont un peu plus compliquées que dans d'autres régions du monde.

Evolution des prix des matières premières et de l'aliment porc



Source : Ifip, d'après GTE, La Dépêche-petit Meunier et calculs Ifip

Le prix de l'aliment répercute les variations des marchés des matières premières, mais en les estompant et avec un léger décalage.

De plus en plus, partout dans le monde, les prix des matières premières subissent des influences identiques, les conditions locales de l'offre et de la demande entraînant toutefois des écarts. La hausse des prix des matières premières agricoles, enregistrée depuis le milieu des années 2000 est un phénomène mondial. Elle a pour origine la conjonction de nombreux facteurs. Ainsi, la croissance économique a stimulé la demande en viande, et donc les besoins en aliment pour animaux. Parallèlement, la fabrication d'agro-carburants à partir de céréales ou d'oléagineux lie leur prix à celui de l'énergie. Enfin, l'augmentation des investissements spéculatifs émanant d'agents financiers et les aléas du climat amplifient la variabilité.

Malgré un repli depuis 2013, les projections macro-économiques situent, jusqu'au début des années 2020, les prix des produits végétaux à un niveau sensiblement plus élevé qu'au milieu des années 2000.

à la répercuter jusqu'au consommateur. Deuxièmement, les fortes fluctuations du prix de l'aliment affectent la trésorerie des exploitations. C'est ainsi que, depuis dix ans, la variabilité des résultats des éleveurs de porcs vient davantage du prix de l'aliment que du prix du porc.

Face aux risques supposés de la hausse des prix des végétaux, l'Ifip, l'Itavi et l'Institut de l'Élevage ont réalisé ensemble en 2014 une étude pour apprécier ses conséquences pour les productions animales.

Les résultats reposent principalement sur des entretiens avec des acteurs clés des différentes filières animales dans plusieurs régions, coopératives, banques, experts-comptables et chambres d'agriculture. Ces experts ont donné des avis circonstanciés sur le devenir des productions animales dans les prochaines années.

Des impacts variables selon les filières

La hausse des prix des matières premières et leur volatilité ont eu des effets divers sur les résultats économiques des

élevages selon les filières. Ils dépendent fortement des organisations et des modes de formation des prix au long de la chaîne. Ces variations ont fortement dégradé la trésorerie des élevages bovins et porcins, alors les contrats de production ont protégé les revenus des éleveurs avicoles. En porc, la nécessité d'investir pour la mise aux normes des installations a aggravé les choses. La fabrication d'aliment à la ferme a été stimulée.

De façon générale, la conjoncture morose a réduit la motivation pour l'élevage, dont le travail est plus contraignant et les investissements élevés difficilement récupérables. Dans la filière porcine, le prix de vente des porcs n'a suivi qu'avec retard et en partie l'augmentation des coûts de production. L'aval a buté sur l'extrême résistance des distributeurs à augmenter leurs prix d'achat.

Un révélateur des fragilités existantes

Le changement des prix des matières premières a surtout révélé et aggravé les faiblesses des filières animales françaises.

Le recul de la compétitivité technique d'une partie des élevages résulte d'investissements trop faibles. Des éleveurs sont démotivés. L'insuffisance de partenariats entre maillons des filières affaiblit le développement de stratégies. La hausse des prix à la consommation se heurte à une demande en viandes moins dynamique.

Des leviers d'action ont été exprimés pour conforter les filières animales. Les relations entre l'industrie et la grande distribution doivent évoluer vers des partenariats de long terme mettant en avant l'origine France. La modernisation et la restructuration des élevages et des outils industriels est nécessaire pour améliorer la compétitivité des filières. Il faut réussir le renouvellement des générations d'éleveurs et mettre en œuvre des outils permettant de gérer la volatilité des prix des matières premières.

Quatre scénarios diversifiés pour esquisser l'avenir

Compte tenu de l'importance des différents facteurs déterminant l'évolution

des filières animale, des scénarios qui les combinent ont été construits. Ils sont brièvement résumés ci-dessous.

Ces scénarios sont des histoires inventées qui s'inspirent de la réalité. Elles combinent des hypothèses cohérentes

entre elles pour tracer des chemins possibles assez diversifiés. Mais elles ne pré-tendent pas prévoir l'avenir qui, en fait, combinera plusieurs des hypothèses. Et s'il intègre des phénomènes naturels incontrôlables, l'avenir sera surtout le résultat de la décision des acteurs.

Cette étude a été cofinancée par FranceAgriMer et par le Casdar.

Michel RIEU

IFIP - Institut du porc
michel.rieu@ifip.asso.fr

Le scénario « **Repli autarcique et inégalitaire** »

L'économie mondiale est au plus bas et les inégalités s'en-voient, y compris en Europe. Les prix des grains sont faibles, faute de demande. Les dépenses alimentaires baissent. La consommation de viande chute. La qualité recule, à l'exception de quelques niches.

Après la signature des accords de libre-échange avec les USA et le Mercosur, les entreprises s'internationalisent autour de groupes brésiliens, chinois ou des Etats-Unis.

La PAC est réduite avec des budgets en chute libre. La demande sociale et les règles sur les modes de production (environnement, bien-être, qualité, etc.) s'affaiblissent.

L'objectif principal est de réduire les coûts. L'agriculture renforce sa dualité autour de grandes fermes, intégrées par des groupes internationaux, ou petites et autarciques. Les bas salaires favorisent les grands ateliers de porcs et de volailles.

Le scénario « **Libéralisation** »

L'économie s'améliore dans le monde, sauf en Europe. L'UE abandonne la gestion des marchés agricoles.

Dans les pays émergents, les classes moyennes se développent et la demande en produits carnés s'accroît. Les productions animales augmentent et captent les matières premières.

En Europe, les contraintes sociétales se relâchent. Les accords avec les USA et le Mercosur ouvrent la porte aux importations. Le consommateur achète surtout des produits à prix bas et moins de produits animaux. Mais le poulet standard et le porc frais résistent mieux que le bœuf.

A l'aval des filières subsistent quelques grands leaders compétitifs, à côté desquels des entreprises plus modestes fournissent des produits haut de gamme, à volumes limités. Les élevages sont soit des ateliers de grande taille avec salariat, soit des producteurs de niches, modernisés mais plus petits.

Le scénario « **Farm Bill européen** »

Dans un contexte voisin, l'UE protège son agriculture avec des outils s'inspirant des USA. Les aides directes sont remplacées par des assurances sur le chiffre d'affaires ou sur les marges.

Les normes européennes sur l'environnement et le bien-être animal sont maintenues, mais les exigences sociétales atténuées. Un programme d'aide alimentaire aux plus démunis favorise l'origine européenne.

Les régions agricoles françaises soutiennent leur tissu agricole et agroalimentaire. Le gouvernement français fixe un cadre aux relations entre industriels et grande distribution. Cette dernière ménage ses fournisseurs nationaux.

Les industriels français reprennent des marges et des parts de marché, modernisent les outils, gagnent en compétitivité, se confortent face à la distribution. Les prix sont mieux transmis en même temps que la contractualisation amortit les crises. La consommation de viande recule modérément.

Le scénario « **Réveil des productions animales** »

L'économie européenne est en meilleure forme. Avec une croissance modérée, le pouvoir d'achat s'améliore et les inégalités se réduisent. Les accords de l'UE avec les USA et le Mercosur permettent une convergence partielle des réglementations, respectant les principes européens. Les matières premières sont moins chères.

Les filières animales misent sur le développement durable, un pacte sociétal combinant les enjeux économiques, sociaux, territoriaux. Une demande diversifiée avantage les produits respectant l'environnement et le bien-être animal, mais aussi la facilité d'usage. La consommation de viandes recule légèrement, mais monte en gamme.

En France, la contractualisation entre les GMS et leurs fournisseurs permet une meilleure répartition de la valeur ajoutée. Les industriels investissent et la compétitivité s'améliore. Les produits locaux se développent.

Deux populations d'éleveurs s'établissent : des entrepreneurs très professionnels, avec de grands outils et des salariés, et des exploitations diversifiées. Les industriels de l'alimentation animale ont restructuré les usines et la logistique. Ses coûts sont réduits.